



# Pays andins et Cuba

## Semaine du 27 avril au 3 mai 2018

© DG Trésor

N°17 - Mai 2018

**Région**
**2017 – Population : 153 M**
**PIB : 972 Mds USD**
**Evolution des principaux marchés**

| Marché                     | Derniers cours | Var. hebdo. (%) | Var. annuelle (%) |
|----------------------------|----------------|-----------------|-------------------|
| COLCAP                     | 1 565,7        | 0,5%            | 14%               |
| S&P/BVL Peru Select        | 402,4          | 0,0%            | 38%               |
| Pétrole (USD / baril WTI)  | 67,7           | -0,5%           | 42%               |
| Charbon (USD / t Colombie) | 75,8           | 0,0%            | 11%               |
| Zinc (USD / livre)         | 3 100,0        | -1,9%           | 19%               |
| Cuivre (USD / livre)       | 6 777,3        | -3,0%           | 22%               |
| Nickel (USD / t)           | 13 607,5       | -4,5%           | 52%               |
| Or (USD / once)            | 1 307,1        | -1,3%           | 5%                |
| Sucre (USc / livre ISA)    | 12,3           | 10,3%           | -24%              |
| USD/COP                    | 2 832,5        | 0,6%            | -3%               |
| USD/PEN                    | 3,3            | 1,1%            | 1%                |
| USD/VEF (taux Dicom)       | 68 827,5       | 3,1%            |                   |

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

**De l'essence à bas prix mais une accessibilité limitée.**

Bloomberg a présenté un rapport répertoriant les pays selon le prix moyen du carburant, son accessibilité (part du salaire journalier nécessaire pour acheter un gallon de carburant) et le pourcentage du revenu qui y est consacré chaque année. Sur les 61 pays répertoriés pour le premier trimestre 2018, la Colombie est le treizième pays avec le plus faible prix de l'essence (3,16 USD par gallon), mais se classe cinquantième en matière d'accessibilité (16,19% du salaire journalier nécessaire pour un gallon) et trente-deuxième en considérant le pourcentage du revenu dépensé en carburant (1,26%). Le Venezuela arrive en tête des pays dans les trois catégories (respectivement 0,01 USD par gallon, 0% du salaire journalier et 0% du revenu dépensé).

**Les entreprises sud-américaines émettant des obligations seraient plus fragiles que les autres.**

Selon un papier de recherche de la CEPAL portant sur un échantillon de près de 5 500 sociétés non-financières d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Mexique et du Pérou, ces entreprises se caractériseraient par une rentabilité, une liquidité et une solvabilité plus faible que les entreprises ne recourant pas à l'endettement obligataire. A mesure que les entreprises sud-américaines ont plus eu recours au marché depuis le début de la décennie, elles auraient dès lors moins investi (notamment dans le contexte de remontée des taux), ce qui aurait contribué au recul de la croissance dans ces économies.


**Le FMI analyse l'effet des réformes fiscales structurelles en Amérique latine.**

Dans un papier de recherche, l'organisation se penche sur les réformes fiscales structurelles (i.e. visant à une baisse à long terme du déficit et/ou de la dette, et non à répondre à un choc ponctuel) menées par 14 pays latino-américains entre 1989 et 2016. S'agissant des pays de la région, ces réformes ont presque exclusivement abouti à une hausse des recettes fiscales, sans baisse des dépenses publiques.

| Pays     | Année réforme | Impact recettes (% du PIB) | Impact dépenses (% du PIB) | Total (% du PIB) |
|----------|---------------|----------------------------|----------------------------|------------------|
| Bolivie  | 1995          | 0,9                        | 0,0                        | 0,9              |
|          | 2004          | 2,0                        | 0,0                        | 2,0              |
|          | 2005          | 4,1                        | 0,0                        | 4,1              |
| Colombie | 2000          | 0,0                        | 0,9                        | 0,9              |
|          | 2003          | 1,1                        | 0,0                        | 1,1              |
|          | 2011          | 0,4                        | 0,0                        | 0,4              |
|          | 2012          | 0,8                        | 0,0                        | 0,8              |
|          | 2015          | 0,5                        | 0,0                        | 0,5              |
|          | 2016          | 0,7                        | 0,0                        | 0,7              |
| Equateur | 1990          | 0,32                       | 0,0                        | 0,32             |
|          | 1993          | 1,70                       | 0,5                        | 2,2              |
|          | 2000          | 0,5                        | 0,0                        | 0,5              |
| Pérou    | 1992          | 1,0                        | 0,0                        | 1,0              |
|          | 2002          | 0,2                        | 0,0                        | 0,2              |
|          | 2003          | 0,8                        | 0,0                        | 0,8              |
|          | 2011          | -0,38                      | 0,0                        | -0,38            |
|          | 2012          | 0,38                       | 0,0                        | 0,38             |

**Bolivie**

2017 – Population : 11 M

PIB : 38 Mds USD

**Hausse de la dette externe et baisse des réserves internationales au premier trimestre.**

Selon la BCB, la dette externe publique de moyen et long terme s'est accrue de 130 M USD au cours du premier trimestre 2018 pour atteindre 9,5 Mds USD, ce qui représente 23% du PIB. Les réserves internationales nettes ont dans le même temps reculé à 9,8 Md USD en mars 2018 contre 10,3 Mds en décembre 2017. Cette baisse est liée au déficit commercial qui se répercute négativement sur le montant des réserves.

**Colombie**

2017 – Population : 49 M

PIB : 307 Mds USD

**Baisse de 25 points de base du taux directeur.**

Comme attendu, la Banque centrale a abaissé son taux directeur à 4,25%, arguant du recul de l'inflation (qui s'est élevée à 3,14% en mars et est attendue à 3,37% en fin d'année, toujours au milieu de la cible de la Banque centrale). L'institution a par la même occasion confirmé sa prévision de croissance pour 2018, à 2,7%, et introduit une prévision préliminaire pour 2019, à 3,7%.

**Révision à la hausse des durées d'exploitation des hydrocarbures.**

Le ministère de l'énergie et des mines et l'agence nationale des hydrocarbures ont révisé de 5,1 années à 5,7 années d'exploitation les réserves de pétrole (soit de 1665 M de barils à 1782 M de barils), et de 10,3 années à 11,7 années d'exploitation celles de gaz (soit de 4024 Mds pieds cube à 3896 Mds pieds cube, compte tenu du rythme d'exploitation).



### Près des 10% des chefs d'entreprise en Colombie sont étrangers.

Selon Adecco, 9% des chefs d'entreprises du secteur privé en Colombie sont étrangers, les trois nationalités les plus représentées étant les Espagnols (3%), les Français (2%) et les Vénézuéliens (1%). Le recours à des directeurs étrangers apparaît plus fréquent pour les entreprises colombiennes appartenant elles-mêmes à un groupe étranger.

## Cuba

2017 – Population<sup>E</sup> : 12 M

PIB<sup>E</sup> : 96 Mds USD

### Un nouveau puits d'exploration pétrolière à Cuba.

La compagnie pétrolière MEO Australia (anciennement Melbana) a annoncé que le ministère cubain de la science, de la technologie et de l'environnement avait accordé à la compagnie australienne une licence environnementale, qui lui permettra désormais de lancer des activités de forage dans le puits d'exploration Alameda-1, situé sur le Bloc 9, au nord de Cuba. Avec ce nouveau puits, MEO table sur un potentiel d'exploration de **2500 millions** de barils de pétrole, dont **130 millions** de barils de pétrole récupérable. Enfin, elle estime que **20 MUSD** seraient nécessaires à la perforation de deux puits à Cuba.

### Le ministère de la santé publique et l'Organisation panaméricaine de la santé ont signé un accord octroyant au gouvernement cubain des aides financières afin d'acquérir médicaments et vaccins.

Signé à l'occasion de la conférence *Cuba Salud 2018* qui s'est clôturée la semaine dernière, cet accord s'inscrit dans le cadre du Fonds Stratégique renouvelable de médicaments et vaccins développé par l'OPS, un instrument dont Cuba devient désormais l'un des bénéficiaires, rejoignant 30 autres pays de la région. Le pays pourrait ainsi, à travers cet instrument, répondre aux besoins immédiats de sa population en matière de santé. Il fait en effet face à une production locale insuffisante et à des difficultés croissantes pour les importations d'intrants : plus de **85%** des produits destinés à la fabrication des médicaments seraient ainsi importés et **92%** des principes actifs proviendraient principalement de Chine, d'Inde et d'Europe.

### La société d'Etat Geominera et la compagnie minière canadienne Millbrok Minerals signent un contrat d'association économique.

D'un montant de **20 MUSD**, ce contrat d'association économique dans le secteur minier devrait permettre de réaliser des opérations préliminaires de prospection géologique en vue de nouveaux gisements de cuivre, zinc, métaux précieux et autres minéraux. Ces gisements sont situés dans la partie centrale de l'île (Villa Clara, Cienfuegos, Sancti Spiritus). Si les opérations s'avéraient positives, elles pourraient donner lieu à la création d'une entreprise mixte cubano-canadienne, qui sera chargée d'exploiter les gisements cubains. Ce partenariat est également susceptible de renforcer la place du Canada, 4<sup>ème</sup> partenaire commercial de Cuba, dans l'économie cubaine et notamment dans le secteur minier, où l'entreprise canadienne Sherritt est déjà bien positionnée.

## Equateur

2017 – Population : 17 M

PIB : 99 Mds USD

### Approbation par la BID d'un crédit de 250 MUSD pour le métro de Quito.

La BID a approuvé un complément de prêt de 250 MUSD pour le financement de la ligne 1 du métro de Quito. Le prêt sera décaissé sur trois ans, et remboursé sur 25 (avec une période de grâce de sept ans). Ce complément apporté par la BID permettra de compléter le financement de ce projet estimé à 2 Mds USD, cofinancé par les multilatéraux (CAF, Banque Mondiale, BEI) et réalisé par le consortium espagnol CAF-Acciona. Les financements apportés par la BID s'élèvent désormais à 450 MUSD, après la contribution de 200 MUSD au financement de la phase 1 approuvée en 2012.

**Pérou****2017 – Population : 32 M****PIB : 210 Mds USD****Les perspectives de croissance économique sont positives selon la banque centrale.**

Elle estime que l'économie va se renforcer cette année du fait du contexte international favorable, des mesures budgétaires du MEF et de la politique monétaire. La demande interne se raffermirait avec une prévision de croissance de 4,2% pour 2018, de même que l'investissement privé, soutenu par le dynamisme du secteur minier, qui pourrait croître de 5,5% cette année après plusieurs années dans le rouge. Au premier trimestre 2018, la croissance économique a atteint 3%.

**Le MEF se concentre sur 4 projets majeurs pour dynamiser l'investissement public.**

Afin de parvenir à l'objectif d'une croissance de l'investissement public de 17,4% en 2018, le MEF a défini 4 projets moteurs qui devraient représenter 70% de l'investissement public total cette année : i) projets de reconstruction post « Niño Costero » (agriculture, transport, assainissement, etc.), estimés à 7 Mds PEN (2,14 Mds USD) ; ii) raffinerie de Talara (3 Mds PEN / 915 M USD) ; iii) infrastructures pour les Jeux panaméricains (1,7 Mds PEN / 520 M USD) et iv) ligne 2 du métro de Lima (1,5 Mds PEN / 460 M USD). En outre, le gouvernement prévoit d'adjuger 1,1 Md PEN (340 M USD) en 2018 avec le mécanisme « chantiers contre impôts » (« obras por impuestos »), projets financés par des entreprises privées en échange d'un crédit d'impôt.

**Venezuela****2017 – Population : 31 M****PIB : 215 Mds USD****Le FMI vote une motion de censure à l'encontre du Venezuela.**

Cette décision est justifiée par l'absence de transmission de données macroéconomiques requises par le Fonds au titre de l'article VIII, section 5. Les services du Fonds ont donné un délai de 6 mois à Caracas pour fournir les données demandées sous peine d'une possible suppression des droits de vote voire même d'une sortie du pays, à terme, des institutions de Bretton Woods.

**Le revenu minimum exprimé en bolivar augmente de 95%.**

Le revenu minimum passe à 2,55 MVEF, soit 4 USD au taux de change parallèle. Le salaire minimum et le ticket d'alimentation passent respectivement à 1 MVEF (soit 1,5 USD) et 1,55 MVEF (soit 2,5 USD). Le Président a également annoncé le versement d'une prime de 1,5 MVEF (soit 2,3 USD). Les hausses successives du revenu minimum ne permettent pas de compenser l'envolée des prix. Bien au contraire, selon l'économiste Asdrubal Oliveros du cabinet EcoAnalítica, l'inflation pourrait atteindre 160 000% à la fin 2018.

**Le procureur général lance un mandat d'arrêt contre 11 dirigeants de Banesco.**

Le procureur général, Tarek William Saab, accuse les dirigeants de la principale banque privée vénézuélienne d'avoir mené des opérations financières qui auraient porté préjudice au bolivar.

**Les relations avec le Panama se normalisent.**

La normalisation des relations entre les deux pays se traduit par le retour des ambassadeurs, le rétablissement des liaisons aériennes et la création d'une commission mixte chargée de régler les irritants bilatéraux.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service économique régional**

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques de la zone Pays andins et Cuba  
Revu par : Laurent CHARPIN

Version du 3 mai 2018